Grypa, Dietmar, *Der Diplomatische Dienst des Königreichs Preußen (1815-1866). Institutioneller Aufbau und soziale Zusammensetzung*

Jörg Ulbert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6494>

DOI : 10.4000/ifha.6494

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Jörg Ulbert, « Grypa, Dietmar, *Der Diplomatische Dienst des Königreichs Preußen (1815-1866). Institutioneller Aufbau und soziale Zusammensetzung* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6494> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6494>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Grypa, Dietmar, *Der Diplomatische Dienst des Königreichs Preußen (1815-1866). Institutioneller Aufbau und soziale Zusammensetzung*

Jörg Ulbert

- 1 Jusqu'alors, nous ne savions que peu de choses sur les services diplomatiques prussiens durant la période de la Confédération germanique (1815-1866). Les travaux prosopographiques sur les personnels diplomatiques d'avant 1871 se sont révélés lacunaires, voire inexacts, et les quelques rares études institutionnelles incomplètes et peu précises (p. 22-24). Or la nécessité de comprendre le fonctionnement du ministère pour pouvoir correctement apprécier la genèse de la politique étrangère prussienne a été soulignée à plusieurs reprises par Reinhart Koselleck (p. 17) et Winfried Baumgart (p. 15). Ce sont ces lacunes que D.G. souhaite combler avec sa thèse d'habilitation, soutenue en 2005, à l'université d'Eichstätt-Ingolstadt. On peut être surpris de voir que ce travail nous vient de Bavière, et non d'une université berlinoise ou brandebourgeoise. Sans doute l'emprise de l'histoire culturelle a-t-elle été trop forte ces dernières années pour y permettre l'émergence d'une étude institutionnelle et sociale de la diplomatie prussienne.
- 2 D.G. aborde son sujet en deux grandes parties. La première est consacrée au cadre institutionnel des affaires étrangères prussiennes (p. 35-195). L'auteur y progresse de façon pyramidale, en trois chapitres, passant d'abord en revue le roi et sa cour, puis le ministère et enfin les postes diplomatiques à l'étranger. La seconde partie, quant à elle (p. 196-383), s'intéresse aux personnels diplomatiques. En cinq chapitres sont passés en revue le recrutement, l'extraction sociale, la carrière et la rémunération des diplomates prussiens. En annexe, le livre donne l'organigramme du ministère après chaque réorganisation de ses bureaux (p. 401-403). D.G. y joint également les listes de tous les personnels diplomatiques prussiens qui ont exercé entre 1815 et 1866, au sein du ministère ou dans le corps diplomatique (p. 397-492).

- 3 D.G. ne cherche donc pas à faire l'histoire de la politique étrangère prussienne. Ce n'est pas la décision diplomatique particulière qui l'intéresse. C'est de déterminer qui en donne l'impulsion. Et comment elle est exécutée. La Prusse du XIXe siècle reste une monarchie proche de celle du siècle précédent. C'est le roi en personne qui décide de l'orientation qu'il souhaite donner à sa politique étrangère (p. 35-36, p. 115). La part du monarque dans la conduite des affaires dépend par conséquent grandement de son caractère et de ses capacités. Frédéric-Guillaume III gouverne de manière « consultative » et préfère se limiter à définir les grandes lignes politiques au sein de son cabinet royal, dont tous les membres sont choisis par le roi lui-même (p. 37, p. 46, p. 52, p. 60, p. 384), et au sein duquel les adjudants généraux (Generaladjutanten) ont un poids tout particulier (p. 60-65). Son fils, Frédéric-Guillaume IV, se sert également d'un cabinet, mais il est aussi le premier monarque qui participe régulièrement aux réunions de travail de ses ministères (p. 38-41). Il vise le détail de toute décision, réduisant ainsi le ministre des Affaires étrangères au rôle d'un simple consultant (p. 86). Guillaume Ier, quant à lui, s'immisce moins dans les décisions de politique étrangère que ses deux prédécesseurs. Il préfère s'effacer devant Bismarck, son chancelier, qui lui tient également lieu, depuis 1862, de ministre des affaires étrangères (p. 46-47, p. 384).
- 4 Au cours de la période étudiée, le ministère change onze fois son organisation interne. Il en ressort néanmoins quelques constantes. Ainsi, tout du long, le travail est-il toujours réparti entre une dizaine de conseillers (p. 115), assistés d'environ autant de scribes. Par ailleurs, les affaires politiques sont toujours traitées distinctement des affaires commerciales.
- 5 La politique étrangère est mise en application par les représentations diplomatiques, dont le nombre ne dépasse jamais la trentaine. D. G. distingue trois générations au sein du corps diplomatique (p. 387). La première est encore fortement imprégnée par une socialisation opérée au sein du Saint-Empire germanique. La seconde génération prend place à partir de 1827. C'est la mise en place d'un concours de recrutement (p. 205-216) qui bouscule la composition du corps diplomatique. Pendant cette période, les diplomates ont un profil relativement homogène et un niveau de qualification élevé. La troisième génération prend place après l'arrivée aux affaires de Bismarck en 1862. Faisant fi du concours de recrutement, des règles de promotion et du mérite, le premier ministre promeut ses créatures (p. 155-157), qui souvent sont moins qualifiées que leurs prédécesseurs et s'avèrent les obligés de leur bienfaiteur (p. 388).
- 6 L'arrivée de Bismarck ne pèse pas seulement sur la configuration du corps diplomatique, elle est également la « plus importante césure » (p. 395) pour toute l'institution. Il ne se contente pas de réorganiser de fond en comble le fonctionnement administratif du ministère, il redéfinit entièrement le rôle des diplomates prussiens. S'ils sont assez libres et indépendants dans le choix de la manière dont ils souhaitent représenter leur souverain dans leur pays d'accueil, Bismarck les transforme en simples « préposés » (p. 155) et « exécutants » (p. 395) du pouvoir central.
- 7 Le livre de D. G. est une réussite. Le seul grief que l'on pourrait émettre est de ne pas avoir intégré dans ses recherches les consuls, dont le nombre, à la fin de l'époque étudiée, était quinze fois supérieur à celui des diplomates. Certes l'auteur s'en explique (p. 20-21), mais sans convaincre pour autant. Le volet consulaire reste donc encore à explorer. Cette omission n'enlève rien à la qualité du travail. La base archivistique de l'étude est large, l'approche est méthodique, les analyses sont justes et les résultats obtenus stimulants. Au lieu de se perdre dans les méandres de la théorie, l'auteur se

concentre sur le cœur de son sujet. De surcroît, l'ensemble est présenté dans un style sûr et pur. Le lecteur lui en sait gré.

8 Jörg Ulbert (université de Bretagne-Sud, Lorient)